



Le terrorisme intellectuel

par Jean SEVILLIA

Fiche de lecture n°3

Passant en revue les principaux débats de société qui ont marqué la « confrontation des idées » depuis un demi-siècle, l'ouvrage de Jean Sévillia (publié initialement en 2000, et augmenté d'une postface pour sa réédition en 2004)¹ dégage un certain nombre de traits communs à cette stratégie d'exclusion que constitue le « terrorisme intellectuel », conçu comme une mécanique *totalitaire qui, pratiquant l'amalgame, le procès d'intention et la chasse aux sorcières, (...) fait obstacle à tout vrai débat sur les questions qui engagent l'avenir. (...) un totalitarisme patelin, hypocrite, insidieux. Il vise à ôter la parole au contradictoire devenu une bête à abattre. A abattre sans que coule le sang : uniquement en laissant fuser des mots. Les mots de la bonne conscience. Les mots des grandes consciences. Les mots qui tuent.* (p. 10)

Quand les intellectuels de gauche se fourvoient

Les deux premiers chapitres évoquent les deux grandes tendances des relations internationales d'après-guerre : la guerre froide d'une part, et la décolonisation d'autre part.

Sévillia évoque ici l'engagement sans nuances d'un certain nombre d'intellectuels et d'artistes français en faveur des régimes communistes staliniens, lorsque, simples « compagnons de route » ou membres actifs du PCF, ils soutiennent jusqu'à l'absurde le totalitarisme soviétique : Sartre, de Beauvoir, Aragon, Eluard. En somme, *Saint-Germain-des-Prés préfère avoir tort avec Sartre que raison avec Aron.* (p. 19) *Mais les intellectuels réfractaires au communisme sont discrédités, leurs idées entachées d'illégitimité. Libéraux, gaullistes, monarchistes*

¹ SEVILLIA Jean, Le terrorisme intellectuel de 1945 à nos jours, Collection Tempus, n°57, Edition Perrin, 2004, 301 pages

ou tout simplement esprit indépendants, ils sont catalogués : ils sont « fascistes ». (p. 20) Un demi-siècle plus tard, alors que pourtant les comptes sont soldés, il nous rappelle cette chronique de Jean François Revel, qui se demandait *Pourquoi le négationnisme, défini comme un délit quand il porte sur le nazisme, ne l'est-il pas quand il escamote les crimes communistes ?* (p. 206) Et Sévillia de nous indiquer une piste de réflexion : *pour un socialiste, le communisme fait partie de la famille, même si ce cousin a mal tourné.* (pp. 198 à 199)

Si aujourd'hui le fascisme relève de l'hallucination, l'antifascisme reste pour sa part efficace lorsqu'il s'agit *d'intimider une droite intellectuellement dominée par la gauche.* (p. 259) Oui, pour Sévillia, le climat intellectuel, politique, moral et médiatique reste empreint d'un sinistrisme aux lourdes conséquences : *Etre ou avoir été à gauche de la gauche, c'est compréhensible. Etre ou avoir été de droite, cela impose de se justifier. Etre ou avoir été à droite de la droite, cela disqualifie à vie.* (p. 261)

Les questions coloniales

Les questions coloniales sont essentiellement traitées à travers le cas de l'Indochine et de l'Algérie, où Jean Sevilla rappelle que les exactions et les violations des droits de l'homme ne furent pas le fait de la seule puissance coloniale, mais aussi des « mouvements de libération » - y compris à l'encontre de leur propre peuple. Mais peu importe : *pour d'aucuns, la cause est entendue : les forces de l'ordre sont coupables, parce qu'elles maintiennent un ordre injuste. Par un étrange retournement de situation, l'armée est condamnée, tandis que les terroristes sont absous. Le criminel n'est plus le poseur de bombe, mais celui qui traque les poseurs de bombe.* (p. 43)

D'autant que, pour reprendre l'intitulé du chapitre 4, « *sous les tropiques* », *la révolution est si belle.* L'auteur y aborde la fascination de l'intelligentsia intellectuelle pour ce tiers-monde qui accède à l'indépendance, pour ces régimes qui, de Cuba à la Chine ou au Cambodge, prétendent édifier une société alternative au capitalisme. Il rappelle leur aveuglement face aux violations massives des droits de l'homme, ou encore l'ostracisme que subit Soljenitsyne, qualifié de « réactionnaire » (chapitre 6).

Mœurs et morale

Face à la génération d'anciens soixante-huitards qui s'accrochent à leurs vieux réflexes, l'auteur accueille non sans plaisir ce retour, qu'il croit distinguer chez les jeunes générations, à un idéal de vie fondé sur la famille, le mariage ou la morale : *c'est ça, les jeunes : ils ne respectent rien. Pas même le laxisme.* (p. 207) Et de souligner, non sans humour, qu'*on vit une époque formidable : comme l'école et dès l'école, la sexualité est gratuite, laïque et obligatoire.* (p. 216) Le libéral n'aura guère de difficulté à souscrire au principe selon lequel *chacun mène sa vie privée comme il l'entend, et navigue comme il le peut parmi les récifs de l'existence* (p. 209), et que, dans cette perspective, *définir des normes appartient aux autorités morales ou religieuses. L'Etat et la société n'ont à considérer que ce qui entraîne une incidence sur l'avenir de la collectivité* (p. 209)

Mai 68 – qui proclame « *qu'il est interdit d'interdire* » (chapitre 5) - constitue une nouvelle étape dans le développement de la pensée unique, dans la mesure où il *élargit la thématique antifasciste : tout ce qui menace ou fait obstacle aux pulsions personnelles devient la marque du « fascisme »* ou – on ressort le terme cher aux radicaux de la II^{ème} République – *de la réaction.* (p. 90).

Cela étant, l'auteur sort à ce stade de son statut d'observateur pour endosser l'habit de contempteur. Ainsi, il n'hésite pas pour autant à poser, lui aussi, des jugements de valeur en refusant que l'homosexualité soit *érigée en modèle, sauf à éliminer des principes fondateurs de la société la dimension de l'avenir*. (p. 221) Il accueille avec sympathie ceux qui osent rappeler qu'en matière de sexualité, la démolition des barrières morales, des conventions culturelles et des conceptions religieuses ne constitue pas un progrès. *Que les entraves d'autrefois n'étaient pas arbitraires. Qu'elles correspondaient à un besoin humain autant que social. Que l'homme, esprit et corps, forme un ensemble. Qu'il se grandit par l'exercice de la responsabilité. Que l'amour est lié au respect. Que conférer un sens à l'acte de chair est un signe de civilisation. Que la fidélité est une vertu. Que la reconstruction de la famille est une nécessité* (p. 219) Et dans cette perspective, il salue le discours du pape qui, selon lui, ne tient pas un langage du passé : *il parle un langage éternel. Il parle de ce qui élève l'homme. Il parle de ce qui nourrit l'âme*. (p. 227)

L'idéologie antiraciste

L'auteur aborde longuement ce conflit « racistes » contre « antiracistes » qui domine la vie politique française depuis 15 ans et auquel les récentes émeutes des banlieues donnent un relief tout particulier.

Jean Sévillia dénonce *toute volonté ou toute mesure visant à maîtriser les flux migratoires et désignée comme procédant d'un réflexe xénophobe, ou raciste (...) susceptible de déboucher sur quelque chose d'analogue au nazisme – faisant ainsi appel à l'imaginaire contemporain dans lequel le mot racisme véhicule une charge répulsive proportionnelle à l'horreur des crimes nazis, crimes commis au nom d'une doctrine raciste*. La boucle est ainsi bouclée : *comme l'univers du manichéisme ne connaît qu'une alternative, quiconque n'adhère pas à l'antiracisme prouve par là qu'il est raciste*. (p. 144)

L'opinion publique souhaiterait, selon lui, *une politique de courage, une politique qui ferme le robinet puisque l'appartement est inondé, quitte à le rouvrir quand les dégâts auront été réparés*. (pp 173 à 174) Il s'agit de s'assurer de la cohésion et de la continuité historique de la communauté nationale. (p. 267)

Le Pen ? *un leurre*, pour Jean Sévillia - *ce qui est visé à travers lui, ce sont les thèmes dont il s'est emparé*. (pp. 191 à 192) *car brandir le chiffon rouge n'est pas innocent : l'amalgame et la diabolisation visent à empêcher d'écouter les Français qui votent Front national*. (p. 257)

A-t-on le droit d'être anticommuniste ?

Cela étant, l'effondrement du régime communiste prive les anticommunistes d'un élément central dans leur grille d'analyse, au point d'y voir *la revanche de son apparent contraire, le capitalisme*. *Selon eux s'ouvre une ère nouvelle : le libéralisme n'a plus d'adversaire*.

Cela étant, Jean Sevilla n'en constate pas moins que *le culte de l'Amérique rapproche une certaine gauche d'une certaine droite*. *Pour le discours libertaire comme pour la théorie libérale, la mesure de toute chose, c'est toujours l'individu*. *L'utopie de Mai – un monde sans contraintes, sans blocages – converge avec la vision ultralibérale d'un univers fondé sur la fluidité des échanges, et réglé par les lois du marché*. *Miner les forces instigatrices, enracinantes – nation, famille ou école – c'est ouvrir le champ à la consommation de masse*. *Les contestataires voulaient détruire la société de consommation : leurs idées n'ont fait que la renforcer*. *Les hippies sont les cousins des yuppies*. (p. 98)

L'auteur déplore que le libéralisme économique soit devenu la religion dominante et, *même si libéralisme est un mot fourre-tout englobant des courants divers, il correspond à l'idée que le progrès résiderait dans la suppression des barrières, dans une inexorable marche en avant vers toujours plus d'échanges, toujours plus de mouvement, toujours plus de changement. Le monde est un vaste marché. En ébullition permanente. Mais ce marché est une centrifugeuse. Il broie ce qui l'entrave : les Etats, les nations, les familles, les religions, tout ce qui résiste à l'atomisation généralisée. C'est la défaite de la volonté, c'est la négation de la politique : si le marché décide, à quoi bon la politique ? Et que faire, puisque cette évolution est inéluctable ?*

L'Europe contre la Nation ?

Le débat sur le modèle économique étant vidé de sa substance *puisque droite et gauche communient dans le libéralisme social ou le social libéralisme*, le clivage idéologique s'articule désormais autour de la « Nation », concept dépassé pour certains, facteur d'avenir pour d'autres. Avec la « Nation », nous abordons pour Jean Sévillia, *le grand débat de notre temps*, et pas seulement un débat politique. Non, Sévillia lui donne son acception la plus élevée : *ce qui est en jeu, dans la poursuite de la multiséculaire aventure française, c'est la capacité de l'homme à influencer sur son destin. Contre les déterminismes de la race, de l'idéologie ou de l'argent, la nation offre un outil collectif de maîtrise de l'avenir.* (p. 252)

Sévillia s'insurge contre ce conformisme *qui passe la nation par pertes et profits, et ne voit comme exigence que de s'abandonner à la mondialisation.* Il considère que *la nation n'est pas enterrée. Qu'elle constitue une communauté vivante, la plus large que l'histoire ait éprouvée. Qu'elle représente un héritage, mais d'abord un atout pour l'avenir.* (pp. 246 à 247)

Il salue ces aréopages d'intellectuels qui développent une réflexion sur la notion de souveraineté, et une critique de l'Europe fédérale, redécouvrant que la vie des peuples et les relations internationales sont conditionnées par l'histoire et la géographie. Une « certaine idée de la France » réunit ces gaullistes, libéraux ou capétiens que d'autres divergences séparent et qui, surtout, ne passent pas à la télévision. (pp. 248 à 249)

Faut-il dès lors évoquer les « racines chrétiennes de l'Europe » au point de les intégrer au préambule du projet de traité constitutionnel ? La question, pour Sévillia, ne ressort pas du domaine de la croyance religieuse, mais d'une reconnaissance que *« nos nations ont hérité d'une vision anthropologique élaborée à Athènes, à Jérusalem et à Rome. Le constater, et souligner que la Turquie n'appartient pas à la même aire de civilisation, ce n'est pas une démarche de fermeture : c'est au contraire s'ouvrir aux valeurs sur lesquelles repose notre cohésion sociale.* (p. 278)

Aujourd'hui, tout se déroule comme si l'Europe, plus qu'un dessein politique graduel, représentait une foi dont les dogmes ont force d'obligation. Depuis la signature du traité de Rome, en 1957, la construction communautaire n'a fait que se resserrer. Jean Monnet, son concepteur, était un libéral de culture anglo-saxonne. (p. 242)

Commentaire critique

Même si l'on regrettera que certains aspects de sa démonstration font presque exclusivement écho à la situation qui prévaut en France, cet ouvrage de Jean Sévillia s'impose comme l'une des analyses les plus fines de cette *mécanique totalitaire* que constitue le « terrorisme intellectuel »

Et s'il dénonce les slogans réducteurs de ses adversaires, l'auteur n'est, lui-même, pas dépourvu de sens de la formule, et bien souvent ses descriptions au picrate « font mouche ».

Cela étant, on ne peut manquer de ressentir un certain malaise lorsque l'auteur prétend se faire l'interprète de « l'opinion », alors que pourtant il estime que « le décalage n'est apparu si grand entre les aspirations du pays et l'opinion des intellectuels ».

De plus, certaines références de Sévillia relèvent de raccourcis un peu réducteurs. Ainsi, lorsqu'il évoque le message controversé d'un auteur à succès comme Francis Fukuyama sur la victoire ultime du capitalisme, il omet de préciser que cette approche des relations internationales relève bien davantage d'un courant de pensée américano-centré. De plus, on trouvait déjà la trame dans un ouvrage de Daniel BELL, *Le déclin des idéologies*, paru en 1960.

Contributeur : Thierry Coosemans